



DIRECTION
DEPARTEMENTALE DES
TERRITOIRES ET DE LA MER
DE LA GIRONDE

Service Agriculture, Forêt et
Développement Rural

PREFECTURE DE LA GIRONDE

Arrêté du 26 MARS 2010

**ARRÊTÉ PREFECTORAL ORGANISANT LA LUTTE
CONTRE LA FLAVESCENCE DORÉE EN 2010**

**LE PREFET DE LA REGION
PREFET DE LA GIRONDE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

VU les articles L 251-3 à 252-5 et R 251-1 à 251-21 Code Rural,

VU l'arrêté ministériel en date du 22 novembre 2001 modifié le 12 septembre 2003 relatif aux exigences des végétaux, produits végétaux et autres objets,

VU l'arrêté ministériel en date du 31 juillet 2000 relatif à la lutte obligatoire contre les organismes nuisibles,

VU l'arrêté ministériel du 9 juillet 2003 relatif à la lutte contre la Flavescence dorée de la vigne et contre son agent vecteur (*Scaphoideus titanus*),

VU l'arrêté préfectoral du 19 Janvier 1995 créant la commission départementale de lutte contre la Flavescence dorée de la vigne;

VU l'avis de la Chambre d'Agriculture de la Gironde du 22 Mars 2010,

VU l'avis de la Commission Départementale de lutte contre la flavescence dorée de la Vigne du 18 février 2010,

CONSIDERANT que la maladie de la flavescence dorée et les jaunisses représentent un réel danger pour les vignes du département et constatant que la cicadelle vectrice (*Scaphoideus titanus*) est présente dans le département,

CONSIDERANT l'enjeu que représente l'équilibre biologique,

CONSIDERANT l'intérêt d'appuyer le dispositif de lutte sur des observations de population du vecteur,

SUR PROPOSITION du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,

A R R E T E

ARTICLE PREMIER - Dans l'ensemble du département de la Gironde obligation est faite à tout viticulteur ou pépiniériste ayant connaissance de la présence de la flavescence dorée dans ses parcelles, soit à partir de constat visuel soit à partir de résultat d'analyse de la déclarer immédiatement à la Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt Aquitaine - Service Régional de l'Alimentation.

ARTICLE 2 - Sont reconnues contaminées par la flavescence dorée de la Vigne les communes de ARBANATS, ARBIS, AUBIE ET ESPESSAS, BARIE, BARSAC, BEGUEY, BIEUJAC, BLAIGNAC, BOURG, BRANNENS, BROUQUEYRAN, CADILLAC, CASSEUIL, CASTETS EN DORTHE, CASTILLON DE CASTETS, CAUDROT, CAZATS, CERONS, COIMERES, COURS DE MONSEGUR, DOULEZON, FARGUES, FONTET, FRONSAC, FRONTENAC, GARDEGAN ET TOURTIRAC GAURIAGUET, GENSAC, GIRONDE/DROPT, GORNAC, HURE, ILLATS, IZON, LALANDE DE FRONSAC, LALANDE DE POMEROL, LAMOTHE LANDERRON, LANDERROUAT, LANDERROUET SUR SEGUR, LANGOIRAN, LANGON, LAPOUYADE, LA REOLE, LA RIVIERE, LAROQUE, LES ARTIGUES DE LUSSAC, LES BILLAUX, LESTIAC SUR GIRONDE, LEOGNAN, LES ESSEINTES, LIBOURNE,

LOUPIAC, LOUPIAC DE LA REOLE, , MACAU, MARTILLAC, MASSUGAS, MAURIAC, MAZERES, MONGAUZY, MONSEGUR, MONTAGNE, MORIZES, MOUILLAC, NEAC, NOAILLAC, PAILLET, PELLEGRUE, PERISSAC, PETIT PALAIS ET CORNEMPS, PEUJARD, LE PIAN MEDOC, LE PIAN SUR GARONNE, PLEINE-SELVE, PODENSAC, POMEROL, PONDAURAT, PORTETS, PREIGNAC, PUYBARBAN, PUYNORMAND, RAUZAN, RIMONS, RIONS, ROQUEBRUNE, SAILLANS, SALIGNAC, ST AIGNAN, ST ANTOINE DU QUEYRET, ST AUBIN DE BRANNE, ST CHRISTOLY DE MEDOC, ST CHRISTOPHE DES BARDES, ST-CIERS D'ABZAC, STE CROIX DU MONT, ST DENIS DE PILE, ST EMILION, ST ESTEPHE, ST EXUPERY, ST FELIX DE FONCAUDE, ST FERME, STE FOY LA LONGUE, STE GEMME, ST GENES DE CASTILLON, ST GENES DE FRONSAC, ST GERMAIN LA RIVIERE, ST HILAIRE DE LA NOAILLE, ST HYPPOLITE, ST LAURENT DU BOIS, ST LAURENT DU PLAN, ST LOUBES, ST MAIXANT, ST-MARTIN DE SESCAS, ST MICHEL DE FRONSAC, ST MEDARD D'EYRANS, ST PIERRE D'AURILLAC, ST PIERRE DE MONS, ST QUENTIN DE CAPLONG, ST ROMAIN LA VIRVEE, ST-SULPICE & CAMEYRAC, ST SULPICE DE GUILLERAGUES, ST VIVIEN DE MONSEGUR, ST YZAN DE MEDOC, SALLES, SAUTERNES, TAILLAC, TAILLECAVAT, TAURIAC, VAYRES, VERAC, VIRELADE, VIRSAC.

ARTICLE 3 - La lutte contre la cicadelle (*Scaphoideus titanus*) agent vecteur de la Flavescence dorée est obligatoire sur les territoires des communes visées à l'article 2 et, au minimum limitrophes de celles-ci, soit 295 communes listées en annexe 1 dont la typologie des traitements est précisée aux points (a) à (d) ci-après, et 9 communes sous dispositif spécifique GDON du Libournais listées en annexe 2 et dont les conditions à satisfaire figurent au (e) ci-après.

a) 3 traitements obligatoires comprenant deux larvicides et un aduicide et visant :

- les communes ayant extériorisé en 2009 un nouveau foyer hors périmètre de lutte.
- les communes ayant extériorisé en 2009 dans le périmètre de lutte des foyers importants (plus de 30 pieds)
- pour les vignes mères, quelle que soit la commune d'implantation, trois traitements sont obligatoires.

b) 2 traitements obligatoires comprenant un larvicide et un aduicide et visant :

- les communes ayant extériorisé des foyers avant 2008, incluses dans le périmètre de lutte obligatoire et ayant fait l'objet d'une prospection couvrant moins de 50% du vignoble au cours des années 2007 ou 2008 ou 2009.
- les communes ayant extériorisé en 2009 de faibles foyers (moins de 30 pieds), appartenant déjà au périmètre de lutte obligatoire et ayant fait l'objet d'une prospection couvrant moins de 50% du vignoble au cours des années 2007 ou 2008 ou 2009.

c) scénario alternatif visant :

- les communes présentant les mêmes caractéristiques qu'en « b » mais ayant fait l'objet d'une prospection couvrant plus de 50% du vignoble, au cours des années 2007 ou 2008 ou 2009.
- un dispositif de piégeage des cicadelles adultes, selon un protocole conduit conjointement par la FDGDON et le Service Régional de l'Alimentation (cf. annexe 3).

Selon les résultats du piégeage, le traitement sera limité au larvicide obligatoire ou maintenu aux deux interventions obligatoires mentionnées en « b ».

A défaut de convention avec la FDGDON et le Service Régional de l'Alimentation avant le 30 avril 2010, les traitements visés en « b » s'appliquent sur ces communes.

d) 1 traitement obligatoire soit un larvicide, et visant :

- les communes limitrophes aux communes ayant extériorisé des foyers en 2009
- les communes précédemment incluses dans le périmètre de lutte obligatoire mais n'ayant pas extériorisé de foyers.

e) dispositif spécifique

Dans les communes à faible contamination (moins de 30 pieds), un protocole spécifique peut être mis en place après validation par le Service Régional de l'Alimentation, s'appuyant sur un cahier des charges établi sous la responsabilité d'un groupement de défense contre les organismes nuisibles. L'application est soumise à contrôle du Service Régional de l'Alimentation, dans les conditions suivantes :

❶ - Présence d'un Groupement de Défense contre les Organismes Nuisibles (GDON) communal ou intercommunal agréé par la DDTM et dont le fonctionnement est conforme au Code Rural.

❷ - Activités du GDON pour organiser et enregistrer par écrit

- comptages larvaires avant traitement et entre traitements sous protocole SRAL
- Piégeage d'adultes sous protocole SRAL
- Prospection des parcelles de vignes du secteur sous protocole SRAL

❸ - Demande du Président du GDON au DDTM avec copie au SRAL et à la FDGDON pour l'inscription de la ou des communes concernées en protocole spécifique avant le 15 avril 2010.

❹ - Après accord de la DDTM

- Les communes seront en suivi GDON et le nombre de traitements à réaliser sera fonction du protocole établi par le GDON et validé par le SRAL.
- Le GDON se chargera de l'information auprès des viticulteurs concernés après validation par le SRAL des niveaux de traitements des communes.
- En fin de campagne et au plus tard au 30 NOVEMBRE, le GDON transmettra les résultats de comptage au SRAL.

❺ - La liste des communes entrant dans le dispositif GDON sera précisée dans un arrêté modificatif qui les soustraira à l'annexe 1.

ARTICLE 4 - Dans les périmètres définis à l'article 3, les modalités de lutte sont définies par le Service Régional de l'Alimentation Aquitaine et publiées dans le bulletin de santé végétale qui sera affiché dans les mairies de ces périmètres.

Un bulletin particulier sera diffusé dans les mêmes conditions lorsque le deuxième traitement du scénario alternatif visé à l'article 3 s'avérera nécessaire.

Les viticulteurs tiendront pour leurs parcelles incluses dans le périmètre de lutte obligatoire, quel que soit le niveau de traitement exigé, un enregistrement des traitements effectués contre la cicadelle, mentionnant, selon le modèle joint en annexe 3 la date et la spécialité autorisée utilisée. Les justificatifs d'achat de ces produits seront tenus à la disposition des agents chargés du contrôle.

Des contrôles d'application des traitements pourront être réalisés dans les périmètres définis à l'article 3 par les agents du Service Régional de l'Alimentation ou des agents agissant pour son compte. Les prélèvements du matériel végétal qui seraient réalisés seront adressés aux laboratoires désignés par ce service pour la recherche de résidus des produits de traitement.

Si le résultat révèle la présence du produit indiqué par l'exploitant contrôlé, les frais d'analyses seront supportés par la Fédération Départementale des Groupements de Défense contre les Organismes Nuisibles. Dans le cas contraire, ces frais seront facturés au contrevenant, qui devra en outre, procéder à un traitement insecticide de l'ensemble de son vignoble dans les périmètres concernés.

ARTICLE 5 – Conformément à l'arrêté ministériel du 20 septembre 2006, les professionnels qui cultivent des pépinières tiennent un registre des pratiques culturales.

ARTICLE 6 - Il est fait obligation aux propriétaires ou aux exploitants dans le périmètre défini à l'article 3, après notification de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de la Gironde, de détruire par arrachage ou dévitalisation, avant le 31 Mars suivant la notification:

- ✓ tous les ceps isolés contaminés par la flavescence dorée
- ✓ les parcelles culturales lorsque plus de 20 % des ceps sont contaminés

La Direction Départementale des Territoires et de la Mer de la Gironde rendra également destinataire de la notification de destruction des parcelles les services administratifs chargés de la gestion de la viticulture : Direction Interrégionale des Douanes et Droits Indirects, Délégation Régionale FranceAgriMer, INAO Centre de Bordeaux, l'ODG concernée et la Chambre d'Agriculture.

Les parcelles ayant fait l'objet d'arrachage, devront être rendues indemnes de toute repousse (Vitis vinifera et porte-greffe).

ARTICLE 7

→ Dans le périmètre de lutte obligatoire, l'obligation de détruire tout pied contaminé est étendue aux particuliers et aux collectivités.

→ Dans ce même périmètre la suppression des repousses sur les parcelles dont la destination a été modifiée incombe aux propriétaires, de même sur le domaine public, la suppression des repousses incombe aux collectivités propriétaires.

ARTICLE 8 - Il est fait obligation aux propriétaires et détenteurs, le cas échéant aux exploitants défaillants, de détruire toute vigne abandonnée dans le périmètre de lutte obligatoire défini à l'article 3. Les dispositions de l'article 6 relatives à la notification de destruction s'appliquent dans les mêmes conditions.

ARTICLE 9 - En cas de carence d'un propriétaire ou exploitant, la Fédération Départementale des Groupements de Défense contre les Organismes Nuisibles, assurera l'exécution des travaux, conformément aux dispositions prévues par le Code Rural.

ARTICLE 10 - A l'intérieur du périmètre défini à l'article 3, un plan de prospection permettant d'apprécier l'évolution du risque parasitaire sera établi par un comité technique réuni à l'initiative de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de la Gironde associant la Chambre d'Agriculture, le CIVB., la FGVB, le Service Régional de l'Alimentation et la FREDON. Des prospections seront également réalisées par des agents du Service Régional de l'Alimentation Aquitaine ou des agents agissant pour son compte, en dehors des périmètres définis à l'article 3.

ARTICLE 11 - Sur l'ensemble du département, lorsque à l'occasion de la prospection, des analyses de laboratoire révèlent sur une parcelle l'existence de jaunisse dite de bois noir, l'obligation d'arrachage figurant à l'article 6 est étendue aux pieds de la parcelle extériorisant ce symptôme.

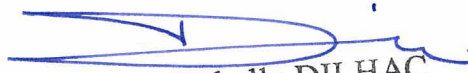
ARTICLE 12 - En cas de découverte de foyers à l'extérieur des périmètres de lutte obligatoire, les dispositions relatives à l'arrachage mentionnées à l'art. 6 du présent arrêté, s'appliquent dès lors que la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de la Gironde aura été saisie par la Direction Régionale de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt Aquitaine - Service Régional de l'Alimentation - de la contamination d'une nouvelle commune.

ARTICLE 13 - Cet arrêté annule et remplace l'arrêté du 27 mars 2009 relatif au même objet.

ARTICLE 14 - La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde, Mesdames et Messieurs les Sous Préfets, ainsi que les Maires des communes concernées, le Directeur Régional de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt d'Aquitaine et le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde et affiché en mairie.

Fait à Bordeaux,

~~LE PREFET~~,
La Secrétaire Générale


Isabelle DILHAC

ANNEXE 1 à l'ARRETE PREFECTORAL ORGANISANT LA LUTTE CONTRE LA FLAVESCENCE DOREE

LISTE 2010 des COMMUNES SOUMISES à TRAITEMENTS OBLIGATOIRES

CANTONS	3 TRAITEMENTS	2 TRAITEMENTS	1+1/0 TRAITEMENTS	1 TRAITEMENT
AUROS		Barie, Brannens, Brouqueyran, Castillon de Castets, Coimères, Pondaurat, Puybarban		Aillas, Auros, Bassanne, Berthez, Lados, Savignac, Sigalens
BAZAS		Cazats		Aubiac, Bazas, Le Nizan
BELIN BELIET		Salles		Belin Beliet
BLANQUEFORT	Le Pian Médoc	Macau		Ludon Médoc, Parempuyre, Blanquefort
BOURG	Bourg	Tauriac		Prignac et Marcamps, Lansac, Samonac, Saint Seurin de Bourg, Bayon sur Gironde, Pugnac
BRANNE		Saint Aubin de Branne		Jugazan, Naujan et Postiac, Lugaingnac, Saint Germain du Puch, Génissac, Moulon
LA BREDE			Léognan, Martillac, Saint Médard d'Eyrans	Cadaujac, La Brède, Isle Saint George, Ayguemorte les Graves, Castres sur Gironde, Saint Selve
CADILLAC	Lestiac Sur Garonne, Sainte Croix du Mont, Paillet, Rions	Cadillac, Laroque, Langoiran, Loupiac, Beguey		Donzac, Omet, Capian, Gabarnac, Monprimblanc, Villenave de Rions, Cardan
CARBON BLANC		Saint Sulpice et Cameyrac, Saint Loubès		Ambares et La Grave, Saint Vincent de Paul, Sainte Eulalie
CASTELNAU DE MEDOC				Arsac, Labarde, Cantenac
CASTILLON LA BATAILLE	Gardéjan et Tourtirac, Saint Genès de Castillon,			Belvès de Castillon, Les Salles de Castillon, Saint Philippe d'Aiguille, Sainte Colombe
CENON				Beychac et Caillau, Montussan, Yvrac
COUTRAS				Saint Seurin sur l'Isle,
CREON				Haux, Le Tourne, Tabanac
FRONSAC		Fronsac, La Lande de Fronsac, La Rivière, Mouillac, Saillans, Saint Aignan, Saint Germain de la Rivière, Saint Michel De Fronsac, Saint Romain La Virvée, Vérac, Périssac, Saint Genès de Fronsac		Cadillac en Fronsadais, Galgon, Lugon et l'île du Carney, Tarnes, Villegouge, Asques
GRIGNOLS				Grignols
GUITRES		Lapouyade, Saint Denis de Pile, Saint Ciers d'abzac,		Tizac de Lapouyade, Maransin, Saint Martin du Bois
LANGON		Bieujac, Castets en Dorthe, Mazères, Saint Pierre de Mons, Langon	Fargues, Sauternes	Saint Loubert, Saint Pardon de Conques, Roaillan, Toulence
LESPARRE MEDOC		Saint Christoly Médoc, Saint Yzan de Médoc		Bégadan, Couquères, Ordonnac, Blaignan
LIBOURNE		Izon, Les Billaux, Vayres		Arveyres
LORMONT				Ambes
LUSSAC	Puynormand, Tayac, Petit Palais et Cornemps			Saint Sauveur de Puynormand, Gours, Francs, Saint Cibard
MONSEGUR		Roquebrune, Cours de Monségur, Landerrouet sur Ségur,		Dieulivol, Le Puy, Coutures, Mesterrieux, Neuffons, Castelmoron

		Monségur, Rimons, Sainte Gemme, Saint Sulpice de Guilleragues, Saint Vivien de Monségur, Taillecevat			d'Albret
PAUILLAC	Saint Estèphe				Saint Seurin de Cadourme, Cissac Médoc, Pauillac, Vertheuil
PELLEGRUE		Landerrouat, Massugas, Pellegrue, Saint Antoine du Queyret, Saint Ferme			Auriolles, Cazaugitat, Listrac de Durèze, Soussac, Caumont
PODENSAC	Barsac, Preignac, Cérons	Arbanats, Illats, Podensac, Virelade, Portets			Saint Michel de Rieufret, Budos, Landiras, Pujol sur Ciron
PUJOLS		Doulezon, Gensac		Rauzan	Coubeyrac, Juillac, Mouliets et Villemartin, Pessac sur Dordogne, Pujols, Saint Jean de Blaignac, Saint Vincent de Pertignas, Sainte Radegonde
LA REOLE		Casseuil, Gironde sur Dropt, Blaignac, Fontet, Lamothe Landerron, La Réole, Loupiac de La Réole, Mongauzy, Morizes, Noaillac, Saint Exupéry, Saint Hilaire de la Noaille, Hure		Les Esseintes	Camiran, Floudès, Fosses et Baleyssac, Montagoudin, Saint Michel de Lapujade, Bagas, Loubens, Saint Sève, Bourdelle
SAUVESTERRE DE GUYENNE		Mauriac, Saint Félix de Foncaude, Gornac			Blasimon, Cleyrac, Saint Hilaire du Bois, Saint Sulpice de Pommiers, Daubèze, Mérignas, Mourens, Sauvetterre de Guyenne, Saint Martin de Lerm, Saint Martin du Puy, Castelvieu, Coirac
SAINT ANDRE DE CUBZAC		Aubie et Espessas, Gauriaguet, Peujard, Salignac, Virsac			Cubzac les Ponts, Saint André de Cubzac, Saint Laurent d'Arce, Saint Gervais, Saint Antoine
SAINT CIERS SUR GIRONDE		Pleine-Selve			Anglade, Braud et Saint Louis, Reignac, Saint Aubin de Blaye, Saint Ciers sur Gironde, Saint Palais, Marçailac, Saint Caprais de Blaye
SAINT MACAIRE		Caudrot, Sainte Foy la Longue, Saint Laurent du Bois, Saint Laurent du Plan, Saint Maixant, Saint Martin de Sescas, Saint Pierre d'Aurillac, Le Pian sur Garonne			Semens, Verdélais, Saint André du Bois, Saint Macaire, Saint Martial
SAINT MEDARD EN JALLES					Saint Aubin de Médoc, Le Taillan Médoc
SAINT SAVIN					Cubzenais, Marcenais, Marsas, Cézac, Civrac de Blaye, Saint Christoly de Blaye, Laruscade
SAINT FOY LA GRANDE		Saint Quentin de Caplong			Caplong, Eynesse, Les Lèves et Thoumeyragues, Ligeux, Margueron, Pineuilh, Riocaud, Saint André et Appelles, Saint Avit de Souège, Saint Avit Saint Nazaire, Saint Philippe du Seignal, Sainte Foy La Grande
TARGON				Frontenac Arbis	Baigneaux, Cantois, Escoussans, Ladaux, Lugasson, Martres, Saint Pierre de Bat, Soullignac

ANNEXE 2 à L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL 2010

Communes en Lutte Obligatoire au sein du GDON du Libournais – Scénario Spécifique
Ces communes suivront le Protocole du GDON du Libournais, validé par le Service Régional de l'Alimentation

- MONTAGNE
- LES ARTIGUES DE LUSSAC
- NEAC
- ST CHRISTOPHE DES BARDES
- ST HIPPOLYTE
- LIBOURNE
- POMEROL
- LALANDE DE POMEROL
- ST EMILION

ANNEXE 3 à L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL 2010

**CONDITIONS DE DECLENCHEMENT D'UN TRAITEMENT
ADULTICIDE
SUR LES COMMUNES DITES A SCENARIO ALTERNATIF**

❶ - détermination des communes à scénario alternatif par la commission départementale de lutte contre la flavescence dorée.

❷ - organisation du piégeage et du comptage des cicadelles adultes

→ 1 piège par 30 ha de vigne sur la commune,

→ comptage des adultes par période d'une semaine

→ les situations pouvant entraîner le déclenchement du traitement adulticide, sont définies par le SRAL .

❸ - notification à la mairie d'un message d'information des viticulteurs pour traitement adulticide.

Ce message peut être relayé par des voies professionnelles auprès de chaque viticulteur.

Exploitant ou raison sociale :	Commune
Adresse	

APPLICATION DES PRODUITS AUTORISES CONTRE LA CICADELLE VECTRICE DE LA FLAVESCENCE DOREE

Première application – semaine du				au
Date	Produit	Quantité de produit	Surface traitée	Parcelles

Deuxième application – semaine du				au
Date	Produit	Quantité de produit	Surface traitée	Parcelles

Troisième application – semaine du				au	- selon communes -			
Date	Produit	Quantité de produit	Surface traitée	Parcelles	Date	Produit	Quantité de produit	Surface traitée

Les périodes d'application figurent dans le bulletin de santé végétale « Flavescence dorée » publié par le Service Régional de l'alimentation et affiché en mairie.
Ce calendrier de traitement dûment complété et les justificatifs d'achat des produits doivent être tenus à la disposition des agents chargés des contrôles.